Fondation Jean Jaurès

Histoire

DES MINGUETTES À L'ÉLYSÉE : 1983, LA MARCHE POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME

Pierre-Nicolas Baudot

28/11/2023

À l'occasion du quarantième anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, le politologue Pierre-Nicolas Baudot revient sur ce moment charnière en abordant l'attitude du Parti socialiste, en responsabilité, face à un mouvement antiraciste s'élançant dans une France qui connaît, en mars de la même année, les premières percées électorales du Front national.

Le 3 décembre 1983, des dizaines de milliers de personnes sont réunies à Paris pour accueillir la Marche pour l'égalité et contre le racisme, partie un mois et demi plus tôt de Marseille. Le soir même, une partie de ses initiateurs sont reçus à l'Élysée par François Mitterrand. Au-delà du symbole, le président annonce l'octroi d'une carte de séjour de dix ans, revendication longtemps portée par les associations de soutien aux immigrés. Au départ, ils n'étaient pourtant que quelques-uns à se lancer dans cette traversée de la France au nom du « droit à la vie », sans que rien ne permette d'imaginer pareil succès. Quarante ans plus tard, cette mobilisation a surtout été consacrée dans la mémoire collective comme le moment d'entrée sur la scène politique de la « deuxième génération », celle des enfants d'immigrés en quête d'égalité.

La Marche de 1983 est traditionnellement présentée comme un moment de rupture. Elle symbolise l'apparition politique soudaine d'acteurs – la « seconde génération », dite « issue de l'immigration » – et d'enjeux – le racisme, les banlieues – qui ne sont certes pas nouveaux, mais que l'opinion publique ignorait encore largement. Concernant les crimes racistes, qui sont aux fondements de la Marche, l'année 1973 restait déjà de triste mémoire[1]. Depuis 1981, la liste des drames s'est cependant largement allongée, jusqu'au meurtre de Taoufik Ouanès, neuf ans, tué par balle à La Courneuve le 9 juillet 1983. Le quartier où naît l'idée de la Marche, celui des Minguettes dans la banlieue sud de Lyon, connaît un contexte social difficile dont la dureté est, comme ailleurs, exacerbée par les tensions entre jeunes et policiers. Entre 1981 et 1983, il subit plusieurs épisodes de violences qui conduisent le gouvernement socialiste à réagir, avant que François Mitterrand lui-même ne s'y rende en juillet 1983. En mars, un groupe d'habitants du quartier décide d'entamer une

grève de la faim contre les tensions nées des violences policières, avec le soutien de militants de solidarité dont le prêtre Christian Delorme et le pasteur Jean Costil. Celle-ci donne naissance à une association : SOS Avenir Minguettes. Portant des revendications d'ordre économique, social, juridique, institutionnel et antidiscriminatoire, elle regroupe des jeunes du quartier, essentiellement d'origine maghrébine et précocement sortis du système scolaire[2]. Sa non-violence et le concours qu'elle reçoit des militants catholiques lui permettent d'acquérir une certaine légitimité, jusqu'à être reçue par le gouvernement socialiste peu après sa création. En juin de la même année, Toumi Djaïdja, son président, est à son tour blessé par la balle d'un policier. C'est à la suite de cela qu'est lancée l'idée d'une grande marche autour du « droit à la vie », sur les traces de Martin Luther King ou Gandhi. Ainsi, entre le 15 octobre et le 3 décembre 1983, les marcheurs sillonnent la France au cours d'étapes quotidiennes où, dans de nombreuses villes, les attendent des comités de soutien assurant leur accueil et leur logement. Autour d'une quinzaine, puis d'une trentaine de marcheurs permanents, s'amassent au fil des étapes des participants de plus en plus nombreux. À leur arrivée à Paris, c'est finalement une foule de quelque cent mille personnes qui les accueille triomphalement.

Le succès public de la Marche a été largement appuyé par ses relais médiatiques. Pourtant, au début des années 1980, les « banlieues » et leurs habitants font plutôt l'objet d'un traitement défavorable, tant en raison de logiques sociales propres au champ journalistique que d'une « fait-diversification » latente propice à la visibilité de « l'insécurité » et des violences[3]. Le quartier des Minguettes lui-même a contribué, à son corps défendant, à installer ce cadrage suite aux « rodéos » de l'été 1981. Sur fond de voitures incendiées et de tensions avec les forces de l'ordre, ces révoltes urbaines attirent l'attention politique et médiatique sur « le malaise des grands ensembles » et l'impératif d'une politique de la ville. Si ce contexte constitue la toile de fond lorsque s'élance la Marche, celle-ci cherche dès le départ à s'attirer une sympathie médiatique. En brandissant la non-violence, les organisateurs du mouvement parviennent, de fait, à établir de bonnes relations avec certaines des grandes rédactions, particulièrement au sein de la presse classée à gauche. Certes, au départ de la Marche, les journalistes sont peu nombreux, surtout au regard des médias alternatifs animés par les marcheurs ou leurs soutiens[4]. Cependant, l'appel à la Marche est relayé par plusieurs journaux, parmi lesquels *Le Monde*, *Libération*, *La Croix* ou *Le Matin*[5]. Une part importante du monde médiatique, qui s'est récemment libéralisé, exprime sa sympathie pour les marcheurs et contribue au succès du mouvement dans l'opinion publique. À l'arrivée à Paris, *Libération* titre « Paris sur "beur" » et lui consacre huit pages. Ce soutien médiatique contribue d'ailleurs largement à la diffusion du terme « beur », et à la requalification de la Marche pour l'égalité et contre le racisme en « Marche des beurs ». Ce cadrage témoigne cependant d'un décalage sensible entre la qualification médiatique de la mobilisation et ses revendications initiales. Non seulement il l'associe à la seule immigration maghrébine, mais de plus il participe à sa

« culturalisation », au détriment des revendications politiques qui présidaient à son départ.

Sur le plan politique, la Marche s'élance deux ans après que l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 ait conduit à des gestes symboliquement forts à destination des immigrés, comme la régularisation de quelque 130 000 travailleurs sans-papiers ou le retour de l'autorisation donnée aux immigrés de créer leurs propres associations. À l'été 1983, alors que « l'état de grâce »[6] de la politique migratoire s'est clos et que les relations du gouvernement avec les travailleurs immigrés en grève dans l'automobile ont été violentes, le secrétariat d'État aux immigrés inaugure une grande campagne contre le racisme à destination de l'opinion publique, sous le titre « Vivre ensemble : les immigrés parmi nous ». En germe dès 1982, elle valorise l'apport des immigrés à la société française et à son économie et défend l'idée que l'harmonie entre les communautés est à la fois possible et souhaitable, au moyen d'une meilleure connaissance réciproque[7]. L'année 1983 est également marquée par les premières percées électorales du Front national (FN) aux élections municipales du mois de mars. Les scores frontistes sont majoritairement lus, à gauche, comme un succès auprès des classes populaires momentanément permis par les difficultés de la situation économique. Alors que le gouvernement a choisi de réorienter sa politique économique, les enjeux d'immigration et de sécurité s'imposent progressivement au jeu politique. Largement portés par l'extrême droite et exploités par la droite, ceux-ci interrogent le pouvoir socialiste. C'est donc dans ce contexte que la Marche revendique un combat mobilisateur pour l'égalité et contre le racisme.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Soutien mesuré ou méfiance tempérée, le gouvernement socialiste et l'antiracisme

L'Élysée est rapidement informé des préparatifs de la Marche, principalement par l'intermédiaire des relations entretenues entre ses animateurs et Yannick Moreau. Conseillère technique de François Mitterrand, celle-ci a déjà participé à la réception de plusieurs des grévistes de la faim au printemps 1983. Le secrétariat d'État à la Famille, à la Population et aux Travailleurs immigrés, occupé depuis mars 1983 par Georgina Dufoix, est également tout de suite attentif à la Marche, et à sa bonne tenue. C'est ce qu'explique la secrétaire d'État : « François Mitterrand m'avait dit "s'il y a le

moindre problème sur la Marche, il n'y aura pas la carte de dix ans". On suivait la Marche à la demi-journée près, deux, trois, quatre fois par jour on avait un point sur où est-ce qu'on en était »[8]. Si Georgina Dufoix elle-même n'apporte publiquement son soutien à la mobilisation que plus tardivement, les membres de son cabinet la suivent dès le départ, principalement par l'intermédiaire de Jean Blocquaux. Militant socialiste passé auparavant par le PSU et la CFDT, il a une carrière d'éducateur dans des foyers d'adolescents et développe, dans les années 1970, un service d'accueil d'urgence qu'il gère jusqu'à sa sollicitation par Georgina Dufoix. Ses relations avec les initiateurs de la Marche ont, là aussi, étaient nouées en amont, au moment de la création de l'association SOS Avenir Minguettes. Il est présent dès le départ de la Marche à Marseille, le 15 octobre 1983. Sans encore y apporter son soutien et tout en manifestant à plusieurs reprises des craintes quant aux risques de débordements[9], le secrétariat d'État suit donc l'évolution de la mobilisation.

La Marche elle-même a été construite de manière à obtenir des relais dans l'opinion publique et à inciter le gouvernement à se saisir de la question des violences et du racisme pour adopter des mesures favorables à la condition des immigrés et de leurs descendants. S'il s'agit d'interpeller le gouvernement, y compris en critiquant son manque d'action, il n'est donc pas question de s'y opposer mais, plutôt, de forcer un dialogue. Par exemple, dans une lettre qu'il adresse à Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, Christian Delorme défend un mouvement destiné à « construire la paix sociale et raciale » et se déclare certain de « susciter un courant de solidarité qui devrait porter ses fruits et aider le gouvernement à direction socialiste à poursuivre une courageuse politique d'insertion »[10]. Si cette position ne fait pas l'unanimité au sein des associations antiracistes ou des mouvements d'immigrés, elle permet à la Marche d'apparaître, aux yeux des mondes politiques et médiatiques, comme un mouvement pacifique, plutôt consensuel et, donc, susceptible de renforcer la cohésion sociale.

Les travaux conduits à ce sujet s'accordent pour reconnaître le rôle décisif joué dans l'importance acquise par la Marche par l'assassinat de Habib Grimzi, un algérien défenestré du train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires. Ce crime a lieu le 14 novembre 1983, c'est-à-dire un mois après le départ de la Marche et alors qu'elle est toujours en cours. Il vient s'ajouter à la longue liste de violences et de crimes racistes qui constitue le fil rouge de la mobilisation. Deux jours après, Georgina Dufoix s'exprime à l'Assemblée nationale au sujet des marcheurs qui « nous placent aujourd'hui devant nos propres responsabilités, celles d'une communauté qui, par certains de ses excès, développe effectivement la xénophobie et le racisme ». Saluant l'action de « jeunes qui veulent témoigner, par cette manifestation de non-violence, de leur élan vers la communauté française, de leur souhait d'appartenir à la communauté française, avec leur différence »[11], elle annonce prendre part à une étape de la Marche. C'est effectivement ce qu'elle fera, le 20 novembre

1983, quelques jours avant que Jack Lang, ministre de la Culture, puis Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, ne fassent de même. C'est également peu après le meurtre de Habib Grimzi que la presse socialiste donne un premier écho à la Marche. Dans son édition du 18 novembre 1983, *L'Unité* – l'hebdomadaire du PS – loue un mouvement de « centaines de jeunes qui croient en une France pas violente et pas xénophobe »[12]. La semaine suivante, la revue fait la liste des dizaines de crimes racistes enregistrés depuis une décennie[13]. À l'arrivée de la Marche à Paris, les socialistes sont bien présents, avant que les marcheurs ne soient reçus par François Mitterrand lui-même. Quelques jours plus tard, *L'Unité* se réjouit du « miracle de la rue retrouvée, des pavés pour la cause », avant de conclure : « Eh bien, oui, il fallait des Beurs pour que la gauche se retrouve »[14].

Ce soutien s'accompagne, dès le mois d'octobre[15], de la mise en place, sous l'égide du secrétariat d'État de Georgina Dufoix, de groupes de travail sur la question du racisme au sein de l'administration. Cependant, comme la campagne « Vivre ensemble », cet engagement dans la lutte contre le racisme n'annonce pas de mesures précises et s'en tient à l'application du cadre législatif existant. Narguesse Keyhani fait observer que les revendications des marcheurs, concernant l'habitat social, les pratiques policières, la « double peine » ou, plus largement, les dispositifs de lutte contre les discriminations raciales sont finalement absentes des expressions politiques et de l'action publique, de même que les marcheurs eux-mêmes. Qui plus est, si certaines figures du gouvernement comme Georgina Dufoix et Jack Lang soutiennent la Marche et y associent leur image, l'ensemble des membres du gouvernement ne les rejoint pas dans cette attitude. À l'inverse, les dissensions apparues au moment de la régularisation de 1981, au sujet de la politique culturelle ou, avant même l'élection de 1981, concernant le droit de vote ou le droit à la différence, existent toujours. Elles connaissent même une vigueur nouvelle à la suite des élections municipales de 1983. Certes, le gouvernement socialiste témoigne de son attention pour la jeunesse dont la Marche souhaite porter la parole, majoritairement d'origine maghrébine et habitant dans les quartiers populaires. Cependant, cette attention se double par ailleurs d'une attitude de méfiance quant aux retombées politiques liées à la visibilité de l'antiracisme et, à travers lui, de la présence des descendants d'immigrés dans la société et dans la nation. Pour le comprendre, il importe de porter le regard sur le parti lui-même et sur l'état du jeu partisan. Si l'histoire des relations entre le PS et la Marche se cantonne souvent à l'étude de la position du gouvernement, à la réception des marcheurs par François Mitterrand et à l'octroi de la carte de séjour de dix ans, l'étude des positions du parti apporte un autre regard sur l'attitude du pouvoir socialiste.

Le rapport du PS à la Marche, révélateur de l'hétérogénéité socialiste

Pour saisir l'attitude socialiste au moment où la Marche relie Marseille à Paris, il est nécessaire de comprendre les rapports du PS à la question « immigrés »[16] dans son ensemble. Or, ceux-ci sont fortement marqués par les élections municipales de mars 1983. Dans le 20e arrondissement de Paris, Jean-Marie Le Pen lui-même obtient 11,26% des voix au premier tour, se qualifiant pour le second tour face au socialiste Michel Charzat. Cependant, c'est surtout une autre municipalité qui focalise l'attention politique et médiatique : celle de Dreux. Épaulées par la droite, les troupes locales du Front national conduisent la campagne sur le terrain de l'immigration. Dans une ville imprégnée de l'immigration industrielle des années 1960, les socialistes peinent en retour à faire valoir leurs arguments. Maurice Ravanne, adjoint de Françoise Gaspard (maire entre 1977 et 1983), explique ainsi : « Durant la campagne, l'immigration, c'était abominable ! On en parlait, on essayait… nos arguments étaient foireux, on ne pouvait pas lutter, notre discours ne collait pas »[17]. Remportant dans un premier temps l'élection, Françoise Gaspard souligne peu après devant le comité directeur du PS la récurrence avec laquelle elle a été « attaqué[e] sur le droit de vote des immigrés que le Parti propose et que François Mitterrand proposait »[18]. Elle démissionne cependant rapidement. Une élection partielle a alors lieu en septembre 1983, sous une attention médiatique que renforcent encore les 16,7% acquis au premier tour par Jean-Pierre Stirbois (FN). L'alliance au second tour entre les listes RPR et FN permet finalement au candidat RPR, Jean Hieaux, de l'emporter, en faisant de Stirbois son adjoint. L'élection de Dreux marque une rupture importante, imprimée des années durant dans les mémoires socialistes. En 1983 cependant, les principaux dirigeants du parti se disputent sur le sens à lui accorder. Face aux voix dénonçant un retour du fascisme, nombreux sont ceux à rejoindre le constat de Lionel Jospin qui voit à Dreux un épiphénomène résultant d'un moment de crise, davantage que l'annonce d'une présence durable du Front national dans le paysage politique français[19].

Les élections municipales de 1983 ont une conséquence profonde : elles conduisent la majorité des socialistes, comme le champ politique dans son ensemble, à reconnaître l'immigration comme une question française. C'est d'ailleurs à compter de cette date que les interventions de François Mitterrand portant sur l'immigration cessent d'être réservées à ses déplacements à l'étranger[20]. La commission nationale « immigrés » du PS, qui travaille dès les années 1970 sur la sédentarisation de l'immigration et la « seconde génération », souligne elle-même en 1983 que « il faut séparer les affaires internationales et celles d'immigration, bien qu'il y ait une plage commune »[21]. C'est également ce que Françoise Gaspard documente l'année suivante, dans un livre coécrit avec Claude Servan-Schreiber annonçant *La fin des immigrés*[22]. Si la Marche de l'automne constitue indéniablement un facteur de prise de conscience de l'existence d'une seconde génération dans

l'opinion publique, le terrain électoral a déjà participé, quelques mois plus tôt, à préparer ce constat. Face à cela, les réactions socialistes sont diverses. Cette hétérogénéité constitue un facteur décisif pour comprendre l'attitude du parti et du gouvernement à l'égard de la Marche.

D'un côté, essentiellement parmi les profils venus de la « deuxième gauche » et des milieux de soutien à la cause des immigrés, se trouvent les acteurs qui défendent l'engagement public du PS dans l'antiracisme. Françoise Gaspard y voit par exemple un potentiel thème de rassemblement. Au lendemain des élections municipales de 1983, elle explique : « Au second tour, j'ai vu des dizaines de jeunes que je n'avais jamais vus, qui ont trouvé, sur ce thème de la lutte contre le racisme, une raison de se mobiliser. [...] Ce dont j'ai le sentiment aujourd'hui, c'est que nous sommes à la recherche d'un thème de mobilisation. Je pense qu'il faudrait peut-être discuter de cet objectif entre nous, notamment à l'occasion du congrès, cela pourrait être : apprendre à vivre mieux ensemble au-delà de nos différences »[23]. Ancienne militante du PSU, par ailleurs engagée par le passé dans l'alphabétisation, Françoise Gaspard devient, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, l'une des spécialistes socialistes de l'immigration. En 1981, le secrétariat d'État aux immigrés la charge d'un rapport sur ce thème. Rompant avec le « mythe du retour » et plaidant pour « la reconnaissance et la valorisation des cultures dont les immigrés sont porteurs », elle y défend une approche interculturelle, visant une meilleure connaissance réciproque entre les communautés et une action à la fois sociale et culturelle[24]. Elle est d'ailleurs la seule figure socialiste à apporter publiquement son soutien à la Marche dès son départ de Marseille. D'autres acteurs partagent le constat qu'elle formule devant le comité directeur, avant de se retrouver à ses côtés dans le soutien à la Marche. Ainsi en va-t-il de Michel de la Fournière, secrétaire national aux droits de l'Homme. Rocardien, ancien militant de la JEC, figure de l'UNEF durant la guerre d'Algérie puis militant du PSU, il envoie une circulaire aux fédérations socialistes le jour du départ de la Marche pour les inviter à « accueillir favorablement cette initiative »[25].

Il en va de même de la commission nationale « immigrés » du PS, animée par des militants engagés dans la défense des droits des immigrés depuis de nombreuses années déjà et dont les parcours se situent essentiellement entre les organisations de deuxième gauche (PSU, CFDT) et le catholicisme social. Si la commission ne constitue pas un intermédiaire pour le gouvernement dans ses relations à la Marche, et qu'elle n'est qu'une petite commission, elle contribue bien à la légitimation du mouvement au sein du PS. Alain Parmentier, qui en est le secrétaire depuis 1981, et Philippe Farine, qui la dirige à partir des élections municipales de 1983, ont rencontré les animateurs de la Marche avant leur départ[26]. Alain Parmentier les accompagne d'ailleurs lors de l'étape du 16 novembre à Mulhouse, tandis que Philippe Farine joue un rôle important dans l'audience de la Marche au sein du PS. Militant chrétien, membre de la JEC et dirigeant des Cœurs vaillants, secrétaire général puis président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) de 1961 à 1978, il

entre d'abord en politique par le MRP, dont il est un député entre 1946 et 1951. Venu au PS au moment des Assises du socialisme en 1974, il est une figure du milieu de soutien aux immigrés, notamment engagé dans la résorption de l'Îlot Chalon dans le 12e arrondissement de Paris. Il entretient des relations personnelles régulières avec Christian Delorme, qui constitue un interlocuteur rassurant pour les socialistes parmi les marcheurs. Philippe Farine joue même un rôle d'intermédiaire, défendant la cause des marcheurs auprès du premier secrétaire, Lionel Jospin. Par exemple, après une première note lui présentant la mobilisation avant son départ, il lui écrit le 17 octobre 1983 : « Les marcheurs ont demandé à être reçus par le Président. Si tu abordes ce sujet avec Mitterrand, je suggère… que tu suggères une réponse positive. Dans beaucoup de milieux de la "seconde génération", cette marche a suscité une mobilisation positive. Elle se déroule sous le signe du refus de la violence et d'une volonté raisonnée de trouver sa place dans notre société. Une réception par le Président de ces "ambassadeurs" de la jeunesse d'origine étrangère aurait valeur de "signe". Tu sais combien est grande la valeur du signe dans ce milieu »[27]. Par la suite, Philippe Farine continue de rendre régulièrement compte de l'évolution de la Marche au premier secrétaire. Soulignant que son « déroulement se poursuit de manière positive », il plaide pour que ce dernier participe à une étape – « le premier secrétaire, qui est aussi député de la Goutte d'Or, parmi les marcheurs… cela aussi sera signifiant » – et qu'une délégation socialiste « de bon niveau » soit envoyée à son arrivée, le 3 décembre[28]. Au-delà de la commission nationale « immigrés », les élus et militants socialistes sont parfois nombreux localement à soutenir la Marche dans ses différentes étapes, individuellement ou avec le soutien de leur section. De fait, leur position est proche de celle de Christian Delorme et des mouvements de solidarité qui soutiennent la Marche – dont ils partagent souvent les dispositions – visant à défendre la nature fédératrice du mouvement auprès des responsables socialistes.

Cet engagement dans l'antiracisme conduit les acteurs évoqués à défendre publiquement le soutien du parti à la Marche. Cependant, il n'est pas unanimement partagé au sein du PS, loin s'en faut, et s'avère parfois source de craintes. Celles-ci procèdent à la fois d'une distance avec les immigrés, leurs descendants et les milieux sociaux et culturels qui sont les leurs, et d'une méfiance quant aux conséquences électorales des enjeux qui leur sont associés. Ainsi, plusieurs responsables socialistes mettent en garde contre les effets délétères d'une telle stratégie dans l'opinion publique. Les élus locaux particulièrement sont nombreux à évoquer l'impopularité de la question « immigrés » sur les territoires où ils sont élus. Bien qu'elle soit postérieure à la Marche, c'est ce qu'illustre parmi d'autres l'intervention de Véronique Neiertz en juin 1984, au lendemain des élections européennes. Députée de Seine-Saint-Denis, où le FN dépasse les 10% (et les 15% dans certaines communes), elle déplore l'inefficacité du seul rappel moral aux valeurs humanistes et les problèmes de cohabitation :
« Le parti et ses militants, ses élus, ont un discours face aux problèmes posés par la cohabitation

des communautés multiculturelles qui reposent essentiellement sur le principe de la tolérance, du respect de l'autre, de la liberté. Eh bien, dans un grand ensemble de ma commune, je vais essayer de vous traduire ce que ce discours peut donner pour ceux qui l'écoutent. Liberté : oui, mais liberté de fermer sa fenêtre, même lorsque la température est caniculaire en période de Ramadan, lorsque toute la communauté musulmane se rassemble la nuit dehors. Liberté de casser, de détruire, de détériorer, de couper l'eau, l'électricité, le chauffage d'un immeuble entier [...] Je vous choque peut-être mes camarades, mais il faut vivre dans ces conditions dans ces quartiers pour savoir qu'on peut avoir envie de prendre son fusil et de tirer, comme cela arrive régulièrement dans ma circonscription, lorsque rien ne semble devoir être fait pour apporter une solution à ces problèmes ou un soulagement à ceux qui en souffrent. [...] Alors, ne faut-il pas que le parti continue sa réflexion sur cette question et l'aborde non seulement sous l'angle du droit des communautés culturelles à s'exprimer comme nous l'avons toujours fait, mais aussi du respect des habitudes des autres et du nécessaire compromis qu'il faut trouver ? »[29].

Les élus des territoires industriels, comme dans le Nord, et de ceux où les socialistes cherchent à s'adresser à l'électorat communiste, comme en Île-de-France, portent particulièrement ce discours. Les élections municipales ont souvent été pour eux l'occasion de constater l'emprise du discours d'extrême droite, y compris au sein d'une partie de l'électorat socialiste. C'est ce que permet d'observer un regard sur les échelons locaux du parti. Ainsi, à Roubaix, le militant chargé des questions d'immigration dans la section estime que « il faut inciter notre fédération à prendre ce dossier brûlant » parce que « nous sommes à huit mois des municipales, l'opposition nous attend en pratiquant comme d'habitude des amalgames. Nous sommes interpellés dans nos quartiers. Parfois les médias déforment les faits et inquiètent la population et certains camarades réagissent avec plus ou moins de bonheur »[30]. Durant la campagne, Les Chevaliers de Roubaix, un mouvement d'extrême droite non affilié au FN mais reprenant ses thèmes, porte l'attention sur les questions de sécurité et d'immigration. La section PS, qui s'est peu renouvelée depuis la SFIO et où les militants ouvriers sont encore très nombreux, déplore son écho parmi les sympathisants socialistes, à l'heure où la crise de l'industrie textile supprime les emplois par centaines dans la région. Dès la fin des années 1970, la commission nationale « immigrés » évoquait le besoin d'une « riposte contre les pratiques racistes dans le parti »[31]. Nationalement, les dirigeants socialistes adhèrent alors assez largement à l'idée d'une sensibilité des classes populaires au discours frontiste, bien que, pour reprendre l'exemple roubaisien, la sociologie du vote à l'extrême droite soit plus complexe[32]. Dans le même temps, la très faible présence de militants issus de l'immigration maghrébine dans la sociologie socialiste constitue souvent un facteur supplémentaire de la distance entre le parti et la cause antiraciste.

Il résulte de ce constat une grande diversité des rapports socialistes à la situation des immigrés et

de leurs descendants, principalement en fonction des réalités électorales locales. Alors que certaines municipalités socialistes mettent en place des festivals de promotion des cultures « immigrées » – comme, d'après le mensuel de la FNESR, à Charleville-Mézières, Mantes-la-Jolie ou encore Hérouville-Saint-Clair –, d'autres déplorent les réactions de l'opinion publique face à ce thème. Lionel Jospin reconnaît d'ailleurs lui-même, un an après la Marche, que les « problèmes d'immigration sont très délicats » en raison « de leur complexité même, mais aussi en raison du fait qu'il y a des hésitations et des sensibilités ou des tentations assez différentes dans le parti sur ces problèmes »[33]. Les rapports collectifs des socialistes à la Marche doivent donc se comprendre à l'aune de cette hétérogénéité des relations à l'antiracisme et des craintes que génère sa réception dans l'opinion publique. Il en résulte que le parti en lui-même conserve collectivement une position plutôt passive, au-delà de l'engagement bien réel de certains de ses militants, tandis que le gouvernement choisit finalement de soutenir le mouvement pour contribuer à une reformulation *positive* de l'antiracisme. Ce soutien gouvernemental dépend de la popularité du mouvement, d'où les craintes rituellement évoquées de le voir déborder ou produire une violence qui entacherait son image. Cela favorise les dimensions les plus consensuelles, au détriment des revendications plus conflictuelles susceptibles de produire de l'opposition politique.

À la suite de la Marche, le gouvernement adopte la carte de séjour de dix ans, longtemps réclamée par les associations pro-immigrés et, en réalité, déjà envisagée depuis plusieurs années. Par exemple, lors des rencontres entre le PS et le FLN en 1980, les socialistes évoquent son élargissement au-delà des Algériens qui en bénéficient déjà[34]. Cependant, ni les revendications portant sur les pratiques policières, ni celles concernant le système judiciaire et le renforcement de l'arsenal législatif contre les pratiques racistes ne sont reprises par le gouvernement. De la même façon, la Marche est durablement présentée comme un appel à une plus grande considération politique pour la « deuxième génération » et une séquence de politisation pour celle-ci. Cependant, il faut attendre plusieurs années pour que l'ouverture du parti aux militants « issus de l'immigration » ne soit réellement discutée, et encore une décennie supplémentaire pour que ces réflexions conduisent à de premières mesures.

Le succès de l'organisation antiraciste de masse qu'a constitué SOS-Racisme confirme ces différents constats. Fondée en 1984 par de jeunes militants socialistes venus du trotskisme et encore marginaux au PS, l'association entretient des relations ambivalentes avec la direction du parti mais bénéficie rapidement d'un important soutien – politique et financier – de l'Élysée. En 1985, elle réunit des centaines de milliers de personnes place de la Concorde et reçoit une vague de soutien dans l'opinion publique, alimentée par le concours d'une partie des milieux médiatiques et culturels. Les conditions du succès de SOS-Racisme reprennent bien les fondements de l'attention socialiste pour la Marche de 1983. Le soutien du gouvernement à l'association se forge, à nouveau,

dans ses capacités de rassemblement dans l'opinion publique, autour d'un antiracisme « apolitique » et d'une lecture morale et individuelle du racisme[35]. Ce succès emporte d'ailleurs durablement la mémoire de la Marche, à partir d'un récit faisant de SOS-Racisme un relais du mouvement initié par celle-ci, quand bien même les acteurs et les revendications diffèrent. Le succès de SOS-Racisme auprès du monde politique et médiatique conduit finalement à tendre durablement les relations entre la gauche socialiste et l'antiracisme, demeurant dans la mémoire de nombreux mouvements comme une tentative d'instrumentalisation. La consécration du terme de « beurs » est elle-même révélatrice. Alors que, au même moment, les mouvements autonomes sont marginalisés, s'impose la distinction entre les « beurs », ces « jeunes immigrés » en quête d'intégration à la société française, et leurs parents, travailleurs immigrés toujours associés aux pays de départ.

En définitive, le rapport des socialistes à la Marche est avant tout marqué par sa réception dans l'opinion publique. D'une part, la popularité dont elle bénéficie au sein d'une partie de l'opinion favorise son soutien autour de positions « humanistes » susceptibles de fédérer contre l'autoritarisme de la droite et la montée de l'extrême droite. De manière éloquente, l'un des conseillers de Georgina Dufoix justifie le lancement d'une campagne contre le racisme quelques mois après la Marche en invitant à « garder à la gauche les électeurs sensibles au thème des libertés et à la tradition humanitaire de la France »[36]. Cependant, d'autre part, la pression exercée par la droite et l'extrême droite et le rapport inégal des militants socialistes à l'antiracisme conduisent à limiter ce soutien à une dimension morale et aux aspects les plus consensuels, susceptibles de suspendre les différends au sein de la gauche. La montée de l'extrême droite et les perspectives d'une victoire de la droite aux élections législatives de 1986 conduisent finalement à la maximisation de cette stratégie. Les socialistes mènent alors campagne sur l'opposition de valeurs entre droite et gauche, en faisant de l'antiracisme moral un facteur de rassemblement face aux valeurs rances attribuées à la droite. Ces données permettent de comprendre le soutien d'une partie du gouvernement à la Marche de 1983 et la réception symbolique des marcheurs par le président de la République. Cependant, elles permettent également de souligner que, si la Marche contribue bien à attirer l'attention socialiste sur le sort d'une nouvelle génération politique, ce soutien ne s'est pas accompagné d'un véritable programme politique d'action en matière de lutte contre le racisme, ni d'un engagement précis et durable du PS aux côtés des marcheurs et des quartiers populaires.

Bibliographie

Mogniss H. Abdallah, *Rengainez, on arrive ! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la Hagra policière et judiciaire des années 1970 à nos jours*, Montreuil, Libertalia,

2012
Vincent Gay, *Pour la dignité. Ouvriers immigrés et conflits sociaux dans les années 1980*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2021
Samir Hadj-Belgacem, Foued Nasri (dir.), *La Marche de 1983. Des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*, Paris, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2018
Abdellali Hajjat, *La marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013
Narguesse Keyhani, *Les « relations interculturelles » : trajectoire sociale d'une catégorie réformatrice*, thèse de doctorat, École normale supérieure de Cachan, 2014
Vincent Martigny, *Dire la France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016
Karim Taharount, *« On est chez nous ». Histoire des tentatives d'organisation politique de l'immigration et des quartiers populaires (1981-1988)*, Solnitsata, 2017
Patrick Weil, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration*, Paris, Gallimard, 2005

1. *Hommes et Migrations*, « 1973, l'année intense », n°1330, 2020.
2. Hajjat Abdellali, *La marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.
3. Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité. Fantasmes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2001 ; Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle : discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007.
4. « Il y a trente ans, la Marche pour l'égalité », *CQFD*, 15 octobre 2013.
5. Hajjat Adellali, *op. cit.*, 2013, p. 141.
6. Danièle Lochak, « Les socialistes et l'immigration, 1981-1993 », dans Olivier Le Cour Grandmaison, Catherine Wihtol de Wenden (dir.), *Les étrangers dans la cité. Expériences européennes*, Paris, La Découverte, 1993, pp. 43-63.
7. Narguesse Keyhani, « Agir sur l'opinion. Socio-histoire d'un répertoire d'action antiraciste », *Terrains & travaux*, vol. 32, n°1, 2018, pp. 201-223.
8. Entretien avec l'auteur, 3 décembre 2021.
9. Fonds Patrick Weil, Archives du Centre d'histoire de Sciences Po.
10. Lettre de Christian Delorme à Gaston Defferre, 28 septembre 1983, fonds Lionel Jospin, 2 PS 431, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
11. Réponse de Georgina Dufoix à Hervé Vouillot, 16 novembre 1983, Fonds Patrick Weil, WE51-2, Centre d'histoire de Sciences Po.
12. « L'antiracisme : ça marche ! », *L'Unité*, n°534, 18 novembre 1983, pp. 21-22, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
13. « Crimes racistes : une litanie de l'horreur », *L'Unité*, n°535, 25 novembre 1983, pp. 6-7, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
14. « Tous les Français ne sont pas racistes », *L'Unité*, n°537, 9 décembre 1983, pp. 14-15, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
15. Note de Christian Nguyen Van Yen à Georgina Dufoix, 26 octobre 1983, Fonds Patrick Weil, WE51-2, Centre d'histoire de Sciences Po.
16. Ce terme désigne l'ensemble des enjeux se rapportant aux immigrés eux-mêmes et à leurs descendants, c'est-à-dire à la fois les enjeux liés à la politique migratoire et ceux relevant de la diversité culturelle de la société. Il s'agit donc d'une catégorie plus large que celle d'« immigration », qui ne désigne que les personnes nées à l'étranger. Ce terme permet de

penser le lien traditionnellement établi entre ces deux séries d'enjeux, sans pour autant les confondre.

17. Entretien avec l'auteur, 17 juin 2021.
18. Françoise Gaspard, comité directeur, 26 et 27 mars 1983, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
19. Gilles Vergnon, « Au commencement… Les socialistes et le Front national, 1983-1988 », *Recherche socialiste*, n°76-77, juillet-décembre 2016, pp. 101-117.
20. Christine Barats, *L'intégration et le discours présidentiel sur l'immigration, 1981-1991*, thèse de doctorat, Université Paris Dauphine, 1994.
21. Projet de contribution au congrès de Bourg-en-Bresse, fonds Lionel Jospin, 2 PS 431, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
22. Françoise Gaspard, Claude Servan-Schreiber, *La fin des immigrés*, Paris, Seuil, 1984.
23. Françoise Gaspard, comité directeur, 26 et 27 mars 1983, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
24. Françoise Gaspard, *L'information et l'expression culturelle des communautés immigrées en France*, fonds Lionel Jospin, 2 PS 479, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
25. *Le Soir*, 14 octobre 1983, cité dans Abdellali Hajjat, *op. cit.*, 2013, p. 133.
26. Note de Philippe Farine à Lionel Jospin, 14 octobre 1983, Fonds Lionel Jospin, 2 PS 431, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
27. Note manuscrite de Philippe Farine à Lionel Jospin, 17 octobre 1983, 2 PS 431, fonds Lionel Jospin, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
28. Note à Lionel Jospin, 22 novembre 1983, Fonds Lionel Jospin, 2 SP 431, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
29. Véronique Neiertz, comité directeur, 30 juin et 1er juillet 1984, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
30. « Une société socialiste pour les immigrés aussi ! », commission fédérale « immigrés », Fédération du Nord, Fonds Lionel Jospin, 2 SP 431, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
31. *Combats socialistes immigrés*, n°4, supplément au n°36, décembre 1978, archives de l'OURS.
32. S. Etchebarne, « L'urne et le xénophobe. À propos des élections municipales à Roubaix en mars 1983 », *Espace, populations, sociétés*, n°2, 1983, pp. 133-138.
33. Lionel Jospin, comité directeur, 10 novembre 1984.
34. Rencontre PS-FLN, 7 janvier 1980, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 27, Archives de la Fondation Jean-Jaurès.
35. Philippe Juhem, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation "apolitique". Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981*, thèse de doctorat, Université de Nanterre, 1998.
36. Note de Christian Nguyen à Georgina Dufoix, 3 août 1984, fonds Patrick Weil, WE18, Centre d'histoire de Sciences Po.